

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juin 2025

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 1591)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 106

présenté par

M. Caron, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 2 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de suppression, le groupe LFI-NFP réitère son opposition au projet de holding réunissant France Télévisions, Radio France et l'INA.

Les syndicats n'ont eu de cesse depuis le début de l'examen de la proposition de loi de dénoncer le projet de holding. Encore récemment, le 19 juin dernier, six syndicats de Radio France ont diffusé un message interne dans lequel ils appellent à une grève "illimitée" à partir du 26 juin pour "défendre Radio France et l'audiovisuel public". Les syndicats de Radio France dénoncent le "retour du projet de loi sur la fusion de l'audiovisuel public", un projet qui "reste la plus grande menace pour nos missions de service public". Ils y voient un "montage bureaucratique et politique" qui "menace gravement l'indépendance de Radio France, sa mission de service public et l'existence même de certaines antennes". "Sous prétexte de réforme, c'est une déstabilisation et un affaiblissement organisés." Les six syndicats signataires s'opposent également aux mesures d'économie qui touchent Radio France, "un étranglement budgétaire" qui conduit la direction du groupe à multiplier "les projets erratiques et les restructurations dévastatrices".